



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**
Unité départementale de la Côte-d'Or

ARRETE PREFECTORAL N° 95 DU 20 janvier 2025

portant prolongation d'une autorisation d'exploiter une carrière

Société MARBREK - CMF

Commune de Buffon (21500) – Lieu-dit « En Charibeu »

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 autorisant la société DE VECCHI à exploiter, pour une durée de 30 ans, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de BUFFON au lieu-dit « En Charibeu » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 1995 modifiant la superficie sur laquelle porte l'autorisation d'exploiter la carrière susmentionnée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1999 relatif aux garanties financières de la carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2004 fixant des prescriptions pour le prélèvement d'eau dans le canal de Bourgogne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 transférant l'autorisation d'exploiter susvisée à la Société des Carrières de Bourgogne (SCB) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 transférant l'autorisation d'exploiter susvisée à la société MARBREK – CMF ;

Vu la demande de prolongation de l'autorisation du 20 décembre 2023 présentée par la société MARBREK – CMF, complétée par courriels du 8 mars 2024, du 30 juillet 2024 et les 23 et 24 octobre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2024 relatif à l'instruction de la demande de prolongation de l'autorisation ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 18 décembre 2024 ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que la société MARBREK – CMF est autorisée à exploiter la carrière de Buffon, au lieu-dit « En Charibeu », par l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 susvisé, pour une durée de 30 ans ;

Considérant que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter a été adressée au préfet par MARBREK – CMF plus de 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, et que par conséquent elle peut être établie conformément aux dispositions de l'article R 181-49 du Code de l'environnement ;

Considérant que la société MARBREK – CMF sollicite la prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière de Buffon du 3 février 1995 pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 3 février 2027 ; que la poursuite de l'exploitation est prévue dans le périmètre déjà autorisé de la carrière ; qu'il n'y a pas d'extension géographique de la carrière ;

Considérant que la demande prévoit l'exploitation d'une partie du gisement dont l'exploitation a déjà été autorisée ; qu'il n'y a pas d'augmentation de la production ; qu'il n'y a pas d'extension de capacité ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation dans les conditions prévues n'est pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation ne s'accompagne pas de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que la demande s'accompagne d'une modification du phasage d'exploitation nécessitant la mise à jour du calcul des garanties financières ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation de mai 1994, et telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 susvisé permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant que suite à une modification du cadastre, les références cadastrales des parcelles situées dans le périmètre autorisé ont été modifiées et doivent être mises à jour ;

Considérant au vu de ce qui précède que la prolongation de 2 ans sollicitée par l'exploitant peut être accordée dans les conditions fixées par les arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement des installations et par le présent arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant toutefois qu'il convient de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 susvisé en fixant une fréquence de nettoyage du séparateur hydrocarbures, ainsi qu'une fréquence des analyses des eaux rejetées en sortie du séparateur hydrocarbures, afin de vérifier le respect des valeurs limites de rejet fixées à l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Prolongation de la durée d'exploitation et mise à jour du parcellaire

Le mot « 1135 » de l'article 1 modifié de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifié susvisé est remplacé par « 1479 pour partie ».

Le deuxième alinéa de l'article 1 modifié de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifié susvisé est remplacé par « L'autorisation est accordée jusqu'au 3 février 2027 ».

Le plan parcellaire du site figure en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Tableau des rubriques de la nomenclature

Le tableau suivant est ajouté à la fin de l'article 1 modifié de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifié susvisé :

Rubrique	Désignation	Capacité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Surface du périmètre autorisé : 19 ha 07 a	A*

* A : autorisation

Article 3 : Phasage

Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 susvisé sont remplacées par :

« La phase unique d'exploitation de la carrière sur la période de 2024 à 2027 est la suivante :

Phase	Volumes totaux
6bis – 2024 à 2027	Roches ornementales et de construction : 15 000 m ³ (soit 36 000 t)
	Matériaux de viabilité : 80 000 m ³ (soit 180 000 t)

Aucun défrichement n'est prévu au cours de cette phase. ».

Le plan de phasage figure en annexe 2 du présent arrêté.

Article 4 : Garanties financières

Les montants des garanties financières définis à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 modifié susvisé sont remplacés par le suivant :

Période considérée	Montants (TTC)
Phase 6bis – 2024 jusqu'à la levée des garanties financières	279 859 €

Le montant de référence des garanties financières ci-dessus est fixé par référence à l'indice TP01 (base 2010) de mai 2024 (130,1).

Le document attestant la constitution des garanties financières prévues pour la phase 6bis ci-dessus est transmis au préfet dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Prévention de la pollution des eaux

Les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifié susvisé sont complétées par les suivantes :

« Le séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche servant à l'approvisionnement des engins est nettoyé et vidangé aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant conserve, jusqu'à la fin de l'autorisation, tous documents qui justifient l'entretien régulier du dispositif et l'évacuation dans une filière autorisée des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif.

Les paramètres mentionnés au point 18.2.3.I de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé sont mesurés au moins une fois par an par un laboratoire agréé pour ces analyses. Les prélèvements des échantillons au niveau du point de rejet du séparateur hydrocarbures susmentionné sont effectués par le laboratoire ou par une entreprise extérieure spécialisée.

Les eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures respectent les valeurs limites fixées au point 18.2.3.I. de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Les résultats commentés des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats d'analyses. Ils sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Les premières analyses des eaux rejetées au niveau du décanteur déshuileur prévues par les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifiées par le présent arrêté sont réalisées dans un délai de 3 mois.

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société MARBEK – CMF, dont le siège social est situé rue Jacques Lecoq, 21400 ETROCHEY.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Article 7 : Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de Buffon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à Dijon

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

signé
Denis BRUEL

Annexe 1 – Plan parcellaire

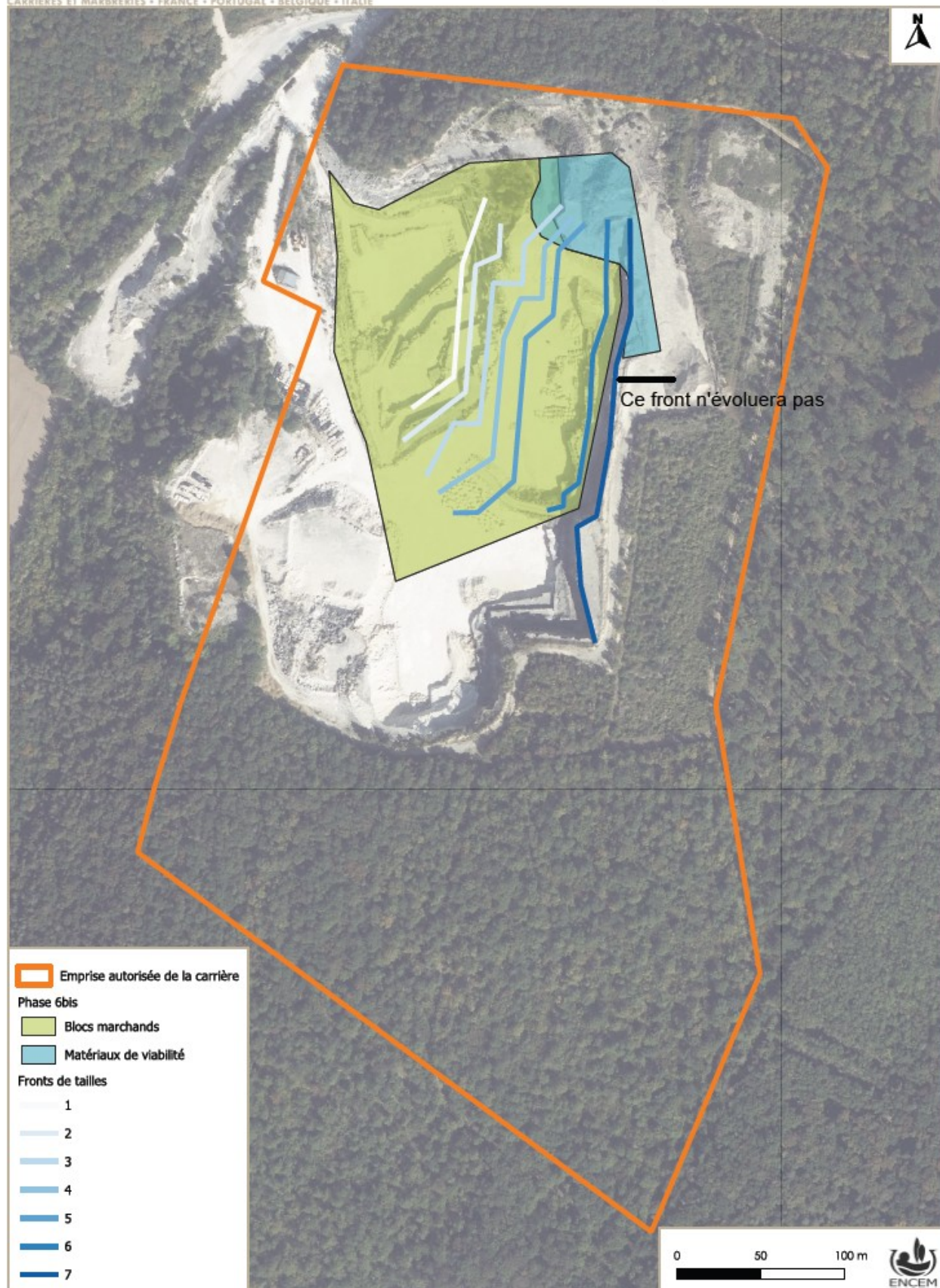
Plan cadastral du site



Annexe 2 – Plan de phasage

MARBREK CMF ► Plan de phasage

CARRIÈRES ET MARBRERIES • FRANCE • PORTUGAL • BELGIQUE • ITALIE



MARBREK CMF - Buffon (21)

Source : IGN (orthophotographie 2020)